



Le fédéralisme protège contre les «fake news»

ÉLECTIONS | En France, en Italie ou aux Etats-Unis, les infos toxiques se sont invitées aux élections. Mais en Suisse, le système politique protège contre leur propagation, d'après deux experts.

PAR DELPHINE GASCHE ET LAÏNA BERCLAZ



Les politiciens suisses, siégeant sous la Coupole fédérale, ont été plutôt épargnés, pour l'heure, par les fake news. KEYSTONE

En France, Emmanuel Macron a, tour à tour, été homosexuel, propriétaire de comptes offshore ou encore le candidat favori de l'Arabie saoudite. Le chancelier autrichien Sebastian Kurz, de tendance conservatrice, s'est, lui, vu attribuer de fausses pages Facebook contenant des messages xénophobes et antisémites.

Aux Etats-Unis, c'est Hillary Clinton qui a été la cible de nombreuses fausses informations, la plus marquante étant le «Pizzagate». La rumeur prétendait qu'un restaurant, où la candidate démocrate avait organisé une soirée de levée de fonds, était en réalité une façade dissimulant un réseau de pédophiles.

Doris Leuthard sur Twitter

Les politiciens suisses ont été plutôt épargnés jusqu'à présent. Mais la menace existe. Durant son mandat comme cheffe du Département fédéral de la communication (Detec), Doris Leuthard s'est vue démultipliée sur Twitter. De faux comptes Twitter publiant de faux tweets au nom de la conseillère fédé-



rale étaient régulièrement créés. Pour contrer le phénomène, son département a agi au cas par cas. Aucune stratégie globale n'a été adoptée. Et il en va de même dans les autres services fédéraux et cantonaux.

Les différentes régions linguistiques en Suisse et la proximité avec les élus font qu'une opération «fake news» est difficile au niveau national, explique Guillaume Saouli, du Parti pirate. Contrairement aux Etats-Unis, la Suisse n'a pas une langue unique.

«On ne peut pas servir la même soupe dans toutes les régions.» Il n'y a que peu d'opportunités permettant de mettre en place une stratégie d'infox (info toxique) à l'échelle nationale. Et l'attention ne se focalise pas sur un ou deux candidats, mais sur une multitude. «Contrairement aux Etats-Unis, en France ou en Italie, il n'y a pas de personnalisation de la politique aussi marquée en Suisse. Les électeurs votent plutôt pour des partis, des propositions ou des idées», ajoute Fiorenza Gamba, chercheuse affiliée à l'Institut de recherches sociologiques de l'Université de Genève.

Bien que l'évolution des cas de hacking soit en augmentation, l'évolution des infox reste limitée. «Les partis travaillant ensemble, il existe des échanges réguliers à tous les niveaux», estime Guillaume Saouli.



On n'en est plus aux usages innocents des débuts.”

FIorenza Gamba
INSTITUT DE RECHERCHES
SOCIOLOGIQUES, UNIVERSITÉ DE GENÈVE

«Le fédéralisme suisse et la démocratie directe protègent ainsi des fake news», ajoute Fiorenza Gamba. Toutefois, cela ne met pas la Suisse à l'abri des effets collatéraux des campagnes menées dans les pays voisins, conclut Guillaume Saouli.

Eduquer

Les médias sociaux sont des outils ouverts à tous, où chacun peut s'exprimer sans contrôle et dire n'importe quoi, souligne Fiorenza Gamba. Les tentatives de manipulation des idées existeront toujours. Il faut donc s'interroger sur leur utilisation, les risques et les dangers. «On n'en est plus aux usages innocents des débuts.»

Il est donc fondamental d'éduquer les jeunes, mais aussi les adultes aux médias numériques. Les jeunes, plus exposés, doivent avoir conscience de ce que signifie mettre une photo en ligne ou écrire un commentaire. **ATS**